

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1994 Nr. 49

A. TITEL

*Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op erfopvolging bij
versterf;
's-Gravenhage, 1 augustus 1989*

B. TEKST**Convention sur la loi applicable aux successions à cause de mort**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux successions à cause de mort,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

1. La présente Convention détermine la loi applicable aux successions à cause de mort.

2. La Convention ne s'applique pas:

- a) à la forme des dispositions à cause de mort;
- b) à la capacité de disposer à cause de mort;
- c) aux questions relevant du régime matrimonial;
- d) aux droits et biens créés ou transférés autrement que par succession, tels que propriété de plusieurs personnes avec réversibilité au profit du survivant, plans de retraite, contrats d'assurances et arrangements analogues.

Article 2

La Convention est applicable même si la loi qu'elle désigne est celle d'un Etat non contractant.

CHAPITRE II

LOI APPLICABLE

Article 3

1. La succession est régie par la loi de l'Etat dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès, lorsque le défunt possédait alors la nationalité de cet Etat.

2. La succession est également régie par la loi de l'Etat dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès, s'il avait résidé dans cet Etat pendant une période d'au moins cinq ans précédant

Convention on the Law Applicable to Succession to the Estates of Deceased Persons

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions concerning the law applicable to succession to the estates of deceased persons,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I

SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

1. This Convention determines the law applicable to succession to the estates of deceased persons.

2. The Convention does not apply to:

- a) the form of dispositions of property upon death;
- b) capacity to dispose of property upon death;
- c) issues pertaining to matrimonial property;
- d) property rights, interests or assets created or transferred otherwise than by succession, such as in joint ownership with *right of survival*, pension plans, insurance contracts, or arrangements of a similar nature.

Article 2

The Convention applies even if the applicable law is that of a non-Contracting State.

CHAPTER II

APPLICABLE LAW

Article 3

1. Succession is governed by the law of the State in which the deceased at the time of his death was habitually resident, if he was than a national of that State.

2. Succession is also governed by the law of the State in which the deceased at the time of his death was habitually resident if he had been resident there for a period of no less than five years immediately pre-

immédiatement son décès. Cependant, dans des circonstances exceptionnelles, si le défunt avait, au moment de son décès, des liens manifestement plus étroits avec l'Etat dont il possédait alors la nationalité, la loi de cet Etat est applicable.

3. Dans les autres cas, la succession est régie par la loi de l'Etat dont le défunt possédait la nationalité au moment de son décès, à moins que le défunt n'ait à ce moment, des liens plus étroits avec un autre Etat, auquel cas la loi de cet autre Etat est applicable.

Article 4

Si la loi applicable en vertu de l'article 3 est celle d'un Etat non contractant et que les règles de conflit de cet Etat désignent, pour tout ou partie de la succession, la loi d'un autre Etat non contractant qui appliquerait sa propre loi, la loi de cet autre Etat est applicable.

Article 5

1. Une personne peut désigner la loi d'un Etat déterminé pour régir l'ensemble de sa succession. La désignation ne prend effet que si cette personne, au moment de la désignation ou au moment du décès, possédait la nationalité de cet Etat ou y avait sa résidence habituelle.

2. Cette désignation doit être exprimée dans une déclaration revêtant la forme d'une disposition à cause de mort. L'existence et la validité au fond du consentement quant à cette désignation sont régies par la loi désignée. Si d'après cette loi la désignation n'est pas valide, la loi applicable à la succession est déterminée par application de l'article 3.

3. La révocation par son auteur d'une telle désignation doit remplir en la forme les conditions de la révocation d'une disposition à cause de mort.

4. Pour l'application du présent article, la désignation d'une loi est considérée, sauf précision expresse contraire du défunt, comme concernant l'ensemble de la succession, que le défunt soit décédé *ab intestat* ou qu'il ait disposé à cause de mort de tout ou partie de ses biens.

Article 6

Une personne peut désigner pour régir la succession de certains de ses biens la loi d'un ou de plusieurs Etats. Toutefois, cette désignation ne peut porter atteinte à l'application des règles impératives de la loi applicable en vertu de l'article 3 ou de l'article 5, paragraphe 1.

Article 7

1. Sous réserve de l'article 6, la loi applicable selon les articles 3 et 5, paragraphe 1, régit l'ensemble de la succession, quelle que soit la situation des biens.

ceding his death. However, in exceptional circumstances, if at the time of his death he was manifestly more closely connected with the State of which he was then a national, the law of that State applies.

3. In other cases succession is governed by the law of the State of which at the time of his death the deceased was a national, unless at that time the deceased was more closely connected with another State, in which case the law of the latter State applies.

Article 4

If the law applicable according to Article 3 is that of a non-Contracting State, and if the choice of law rules of that State designate, with respect to the whole or part of the succession, the law of another non-Contracting State which would apply its own law, the law of the latter State applies.

Article 5

1. A person may designate the law of a particular State to govern the succession to the whole of his estate. The designation will be effective only if at the time of the designation or of his death such person was a national of that State or had his habitual residence there.

2. This designation shall be expressed in a statement made in accordance with the formal requirements for dispositions of property upon death. The existence and material validity of the act of designation are governed by the law designated. If under that law the designation is invalid, the law governing the succession is determined under Article 3.

3. The revocation of such a designation by its maker shall comply with the rules as to form applicable to the revocation of dispositions of property upon death.

4. For the purpose of this Article, a designation of the applicable law, in the absence of an express contrary provision by the deceased, is to be construed as governing succession to the whole of the estate of the deceased whether he died intestate or wholly or partially testate.

Article 6

A person may designate the law of one or more States to govern the succession to particular assets in his estate. However, any such designation is without prejudice to the application of the mandatory rules of the law applicable according to Article 3 or Article 5, paragraph 1.

Article 7

1. Subject to Article 6, the applicable law under Articles 3 and 5, paragraph 1, governs the whole of the estate of the deceased wherever the assets are located.

2. Cette loi régit:

a) la vocation des héritiers et légataires, la détermination des parts respectives de ces personnes, les charges qui leur sont imposées par le défunt, ainsi que les autres droits sur la succession trouvant leur source dans le décès, y compris les attributions prélevées sur la succession par une autorité judiciaire ou par une autre autorité au profit de personnes proches du défunt;

b) l'exhérédation et l'indignité successorale;

c) le rapport et la réduction des libéralités ainsi que leur prise en compte dans le calcul des parts héréditaires;

d) la quotité disponible, les réserves et les autres restrictions à la liberté de disposer à cause de mort;

e) la validité au fond des dispositions testamentaires.

3. Le paragraphe 2 ne fait pas obstacle à l'application dans un Etat contractant de cette loi à d'autres questions considérées par le droit de cet Etat comme étant soumises à la loi successorale.

CHAPITRE III

SUCCESSIONS CONTRACTUELLES

Article 8

Aux fins du présent chapitre, un pacte successoral est un accord, fait par écrit ou résultant de testaments mutuels, qui confère, modifie ou retire, avec ou sans contreprestation, des droits dans la succession future d'une ou de plusieurs personnes parties à l'accord.

Article 9

1. Lorsque le pacte concerne la succession d'une seule personne, sa validité au fond, ses effets et les circonstances entraînant l'extinction de ces effets sont régis par la loi qui, en vertu des articles 3 ou 5, paragraphe 1, aurait été applicable à la succession de cette personne en cas de décès au jour où l'accord a été conclu.

2. Si, selon cette loi, le pacte n'est pas valide, sa validité sera néanmoins admise si elle l'est par la loi qui, au moment du décès, est applicable à la succession en vertu des articles 3 ou 5, paragraphe 1. Cette même loi régit alors les effets du pacte et les circonstances entraînant l'extinction de ces effets.

Article 10

1. Lorsque le pacte concerne la succession de plus d'une personne, cet accord n'est valide au fond que si cette validité est admise par chacune des lois qui, en vertu des articles 3 ou 5, paragraphe 1, aurait été applicable à la succession de chacune de ces personnes en cas de décès au jour où le pacte a été conclu.

2. This law governs:

a) the determination of the heirs, devisees and legatees, the respective shares of those persons and the obligations imposed upon them by the deceased, as well as other succession rights arising by reason of death including provision by a court or other authority out of the estate of the deceased in favour of persons close to the deceased;

b) disinheritance and disqualification by conduct;

c) any obligation to restore or account for gifts, advancements of legacies when determining the shares of heirs, devisees or legatees;

d) the disposable part of the estate, indefeasible interests and other restrictions on dispositions of property upon death;

e) the material validity of testamentary dispositions.

3. Paragraph 2 does not preclude the application in a Contracting State of the law applicable under this Convention to other matters which are considered by that State to be governed by the law of succession.

CHAPTER III

AGREEMENTS AS TO SUCCESSION

Article 8

For the purposes of this Chapter an agreement as to succession is an agreement created in writing or resulting from mutual wills which, with or without consideration, creates, varies or terminates right in the future estate or estates of one or more persons parties to such agreement.

Article 9

1. Where the agreement involves the estate of one person only, its material validity, the effects of the agreement, and the circumstances resulting in the extinction of the effects, are determined by the law which under Article 3 or 5, paragraph 1, would have been applicable to the succession to the estate of that person if that person had died on the date of the agreement.

2. If under that law the agreement is invalid, it is nevertheless valid if it is valid under the law which at the time of death is the law applicable to the succession to the estate of that person according to Article 3 or 5, paragraph 1. The same law then governs the effects of the agreement and the circumstances resulting in the extinction of the effects.

Article 10

1. Where the agreement involves the estates of more than one person, the agreement is materially valid only if it is so valid under all the laws which, according to Article 3 or 5, paragraph 1, would have governed the succession to the estates of all those persons if each such person had died on the date of the agreement.

2. Les effets du pacte et les circonstances de l'extinction de ces effets sont ceux qui sont reconnus par l'ensemble de ces lois.

Article 11

Les parties peuvent convenir, par une désignation expresse, de soumettre le pacte quant à sa validité au fond, ses effets et les circonstances entraînant l'extinction de ces effets à la loi d'un Etat dans lequel la personne ou l'une des personnes dont la succession est concernée a sa résidence habituelle au moment de la conclusion du pacte ou dont elle possède alors la nationalité.

Article 12

1. La validité au fond d'un pacte successoral valide selon la loi prévue aux articles 9, 10 ou 11 ne peut être contestée pour le motif que la loi prévue aux articles 3 ou 5, paragraphe 1, considérerait ce pacte comme invalide.

2. Toutefois, l'application de la loi prévue aux articles 9, 10 ou 11 ne porte pas atteinte aux droits de toute personne non partie au pacte et qui, en vertu de la loi prévue aux articles 3 ou 5, paragraphe 1, a un droit à réserve ou un autre droit dont elle ne peut être privée par la personne dont la succession est concernée.

CHAPTIRE IV

DISPOSITIONS GENERALES

Article 13

Lorsque deux ou plusieurs personnes dont les successions sont régies par des lois différentes décèdent dans des circonstances qui ne permettent pas de déterminer l'ordre des décès, et lorsque ces lois règlent cette situation par des dispositions incompatibles ou ne la règlent pas du tout, aucune de ces personnes n'aura de droit dans la succession de l'autre ou des autres.

Article 14

1. Quand un trust est créé par disposition à cause de mort, l'application à la succession de la loi prévue par la Convention ne fait pas obstacle à l'application d'une autre loi pour régir le trust. Réciproquement, l'application au trust de loi qui le régit ne fait pas obstacle à l'application à la succession de la loi que la régit en vertu de la Convention.

2. Les mêmes règles s'appliquent par analogie aux fondations et institutions similaires créées par disposition à cause de mort.

2. The effects of the agreement and the circumstances resulting in the extinction of the effects are those recognized by all of those laws.

Article 11

The parties may agree by express designation to subject the agreement, so far as its material validity, the effects of the agreement, and the circumstances resulting in the extinction of the effects are concerned, to the law of a State in which the person or any one of the persons whose future estate is involved has his habitual residence or of which he is a national at the time of the conclusion of the agreement.

Article 12

1. The material validity of an agreement valid under the law applicable according to Article 9, 10 or 11 may not be contested on the ground that the agreement would be invalid under the law applicable according to Article 3 or 5, paragraph 1.

2. However, the application of the law applicable according to Article 9, 10 or 11 shall not affect the rights of anyone not party to the agreement who under the law applicable to the succession by virtue of Article 3 or 5, paragraph 1, has an indefeasible interest in the estate or another right of which he cannot be deprived by the person whose estate is in question.

CHAPTER IV

GENERAL PROVISIONS

Article 13

Where two or more persons whose successions are governed by different laws die in circumstances in which it is uncertain in what order their deaths occurred, and where those laws provide differently for this situation or make no provision at all, none of the deceased persons shall have any succession rights to the other or others.

Article 14

1. Where a trust is created in a disposition of property upon death, the application to the succession of the law determined by the Convention does not preclude the application of another law to the trust. Conversely, the application to a trust of its governing law does not preclude the application to the succession of the law governing succession by virtue of the Convention.

2. The same rules apply by analogy to foundations and corresponding institutions created by dispositions of property upon death.

Article 15

La loi applicable en vertu de la Convention ne porte pas atteinte aux régimes successoraux particuliers auxquels certains immeubles, entreprises ou autres catégories spéciales de biens sont soumis par la loi de l'Etat de leur situation en raison de leur destination économique, familiale ou sociale.

Article 16

Lorsque, selon la loi applicable en vertu de la Convention, il n'y a ni légataire ou héritier institué par une disposition à cause de mort, ni personne physique venant au degré successible, l'application de la loi ainsi déterminée ne fait pas obstacle au droit d'un Etat ou d'une institution désignée par la loi dudit Etat d'appréhender les biens de la succession situés sur son territoire.

Article 17

Au sens de la Convention, et sous réserve de l'article 4, le terme loi désigne le droit en vigueur dans un Etat, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

Article 18

L'application d'une des lois désignées par la Convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 19

1. Les dispositions du présent article ont pour objet d'identifier la loi applicable selon la Convention, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou ses propres règles en matière de succession.

2. En présence de règles en vigueur dans un tel Etat identifiant, dans les cas prévus à cet article, l'unité territoriale dont la loi est applicable, la loi de cette unité s'applique. En l'absence de telles règles, les paragraphes suivants du présent article sont applicables.

3. Lorsqu'il est fait mention d'une loi dans la Convention ou dans la désignation faite par le défunt conformément à cette Convention,

a) la loi de l'Etat de la résidence habituelle du défunt au moment de la désignation ou du décès signifie la loi de l'unité de cet Etat dans lequel le défunt avait, au moment déterminant, sa résidence habituelle;

b) la loi de l'Etat de la nationalité du défunt au moment de la désignation ou du décès signifie la loi de l'unité de cet Etat dans laquelle,

Article 15

The law applicable under the Convention does not affect the application of any rules of the law of the State where certain immovables, enterprises or other special categories of assets are situated, which rules institute a particular inheritance regime in respect of such assets because of economic, family or social considerations.

Article 16

Where under the law applicable by virtue of the Convention there is no heir, devisee or legatee under a disposition of property upon death, and no physical person is an heir by operation of law, the application of the law so determined does not preclude a State or an entity appointed thereto by that State from appropriating the assets to the estate that are situated in its territory.

Article 17

In this Convention, and subject to Article 4, law means the law in force in a State other than its choice of law rules.

Article 18

The application of any of the laws determined by the Convention may be refused only where such application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).

Article 19

1. For the purposes of identifying the law applicable under this Convention, where a State comprises two or more territorial units, each of which has its own system of law or its own rules of law in respect of succession, the provisions of this Article apply.

2. If there are rules in force in such a State identifying which law among the laws of the two or more units is to apply in any circumstance for which this Article provides, the law of that unit applies. In the absence of such rules the following paragraphs of this Article apply.

3. For the purposes of any reference in this Convention, or any designation by the deceased pursuant to this Convention,

a) the law of the State of the habitual residence of the deceased at the time of designation or of his death means the law of that unit of the State in which at the relevant time the deceased had his habitual residence;

b) the law of the State of the nationality of the deceased at the time of designation or of his death means the law of that unit of the State in

au moment déterminant, le défunt avait sa résidence habituelle ou, à défaut d'une telle résidence, la loi de l'unité avec laquelle il avait les liens les plus étroits.

4. Lorsqu'il en est fait mention dans la Convention, la loi de l'Etat des liens les plus étroits signifie la loi de l'unité de cet Etat avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

5. Sous réserve de l'article 6, si le défunt a désigné, conformément à la Convention, la loi de l'unité d'un Etat et si, au moment de la désignation ou de son décès,

a) il possédait la nationalité de cet Etat, cette désignation est valide seulement s'il avait eu à un moment donné sa résidence habituelle dans cette unité ou si, à défaut d'une telle résidence, il avait eu un lien étroit avec cette unité; ou si

b) il ne possédait pas la nationalité de cet Etat, cette désignation est valide seulement s'il avait alors sa résidence habituelle dans cette unité ou, dans le cas où il n'avait pas eu alors sa résidence habituelle dans cette unité mais l'avait eue dans cet Etat, s'il avait eu à un moment donné sa résidence habituelle dans cette unité.

6. Si, dans le cas de l'article 6, le défunt a désigné pour certains de ses biens la loi d'un Etat, il est présumé, sauf preuve d'une intention contraire, que cette loi est celle de chacune des unités dans laquelle ces biens sont situés.

7. Pour l'application de l'article 3, paragraphe 2, la période de résidence requise est atteinte lorsque le défunt avait, durant les cinq ans précédant immédiatement son décès, sa résidence dans cet Etat, même si pendant cette période il a résidé dans plus d'une des unités de cet Etat. Lorsque cette période s'est écoulée et que le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat à ce moment sans avoir de résidence habituelle dans une unité particulière de cet Etat, la loi applicable est la loi de l'unité dans laquelle le défunt avait résidé en dernier lieu, à moins qu'il ait eu à ce moment des liens plus étroits avec une autre unité de cet Etat, auquel cas c'est la loi de cette autre unité qui s'applique.

Article 20

A l'effet de déterminer la loi applicable selon la Convention, lorsqu'un Etat connaît, en matière de succession, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi d'un tel Etat est entendue comme visant le système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet Etat. A défaut de telles règles, la référence sera entendue comme visant le système de droit avec lequel le défunt avait les liens les plus étroits.

which at the relevant time the deceased had his habitual residence, and in the absence of such an habitual residence, the law of the unit with which he had his closest connection.

4. For the purposes of any reference in this Convention, the law of the State of closest connection means the law of that unit of the State with which the deceased was most closely connected.

5. Subject to Article 6, for the purposes of any designation pursuant to this Convention whereby the deceased designates the law of a unit of the State of which at the time of designation or of his death

a) he was a national, that designation is valid only if at some time he had had an habitual residence in, or in the absence of such an habitual residence, a close connection with, that unit:

b) he was not a national, the designation is valid only if he then had his habitual residence in that unit, or, if he was not then habitually resident in that unit but was so resident in that State, he had an habitual residence in that unit at some time.

6. For the purposes of any designation under Article 6 with regard to particular assets whereby the deceased designates the law of a State, it is presumed that, subject to evidence of contrary intent, the designation means the law of each unit in which the assets are situated.

7. For the purposes of Article 3, paragraph 2, the required period of residence is attained when the deceased for the five years immediately preceding his death had his residence in that State, notwithstanding that during that period he resided in more than one of the units of that State. When the period has been attained, and the deceased had an habitual residence in that State at the time, but no habitual residence in any particular unit of that State, the applicable law is the law of that unit in which the deceased last resided, unless at the time he had a closer connection with another unit of the State, in which case the law of the latter unit applies.

Article 20

For purposes of identifying the law applicable under this Convention, where a State has two or more legal systems applicable to the succession of deceased persons for different categories of persons, any reference to the law of such State shall be construed as referring to the legal system determined by the rules in force in that State. In the absence of such rules, the reference shall be construed as referring to the legal system with which the deceased had the closest connection.

Article 21

Un Etat contractant dans lequel des systèmes de droit ou des ensembles de règles différents s'appliquent en matière de succession n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits de lois concernant uniquement ces différents systèmes ou ensembles de règles.

Article 22

1. La Convention s'applique dans un Etat contractant aux successions des personnes décédées après son entrée en vigueur pour cet Etat.

2. Lorsque le défunt avait, avant l'entrée en vigueur de la Convention dans cet Etat, désigné la loi applicable à sa succession, cette désignation y sera considérée comme valide si elle répond aux conditions posées à l'article 5.

3. Lorsque les parties à un pacte successoral avaient, avant l'entrée en vigueur de la Convention dans cet Etat, désigné la loi applicable à ce pacte, cette désignation y sera considérée comme valide si elle répond aux conditions de l'article 11.

Article 23

1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments.

2. Le paragraphe 1 du présent article s'applique également aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les Etats concernés de liens spéciaux, notamment de nature régionale.

Article 24

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra faire la réserve:

a) qu'il n'appliquera pas la Convention au pacte successoral tel que défini à l'article 8 et, en conséquence, qu'il ne reconnaîtra pas une désignation faite conformément à l'article 5, si cette désignation faite conformément à l'article 5, si cette désignation n'est pas exprimée dans une déclaration revêtant la forme d'une disposition testamentaire;

b) qu'il n'appliquera pas l'article 4;

c) qu'il ne reconnaîtra pas une désignation faite conformément à l'article 5 par une personne qui, au moment de son décès, ne possédait pas ou ne possédait plus la nationalité de l'Etat dont la loi a été désignée, ou n'y avait pas ou n'y avait plus sa résidence habituelle, mais possédait alors la nationalité de l'Etat qui a fait la réserve et y avait sa résidence habituelle;

Article 21

A Contracting State in which different systems of law or sets of rules of law apply to succession shall not be bound to apply the rules of the Convention to conflicts solely between the laws of such different systems or sets of rules of law.

Article 22

1. The Convention applies in a Contracting State to the succession of any person whose death occurs after the Convention has entered into force for that State.

2. Where at a time prior to the entry into force of the Convention in that State the deceased had designated the law applicable to his succession, that designation is to be considered valid there if it complies with Article 5.

3. Where at a time prior to the entry into force of the Convention in that State the parties to an agreement as to succession have designated the law applicable to that agreement, that designation is to be considered valid there if it complies with Article 11.

Article 23

1. The Convention does not affect any other international instrument to which Contracting States are or become Parties and which contains provisions on matters governed by the Convention, unless a contrary declaration is made by the States Parties to such instrument.

2. Paragraph 1 of this Article also applies to uniform laws based on special ties of a regional or other nature between the States concerned.

Article 24

1. Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, make any of the following reservations:

a) that it will not apply the Convention to agreements as to succession as defined in Article 8, and therefore that it will not recognize a designation made under Article 5 if the designation is not expressed in a statement made in accordance with the requirements for a testamentary disposition;

b) that it will not apply Article 4;

c) that it will not recognize a designation made under Article 5 by a person who, at the time of his death, was not or was no longer either a national of, or habitually resident in, that State whose law he had designated, but at that time was a national of and habitually resident in the reserving State;

d) qu'il ne reconnaitra pas une désignation faite conformément à l'article 5, lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:

– la loi de l'Etat ayant fait la réserve aurait été la loi applicable conformément à l'article 3, si une désignation valide n'avait pas été faite conformément à l'article 5,

– l'application de la loi désignée conformément à l'article 5 priverait totalement ou dans une proportion très importante le conjoint ou l'enfant du défunt d'attributions de nature successorale ou familiale auxquelles ils auraient eu droit selon les règles impératives de la loi de l'Etat ayant fait cette réserve,

– ce conjoint ou cet enfant possédaient la nationalité de l'Etat ayant fait la réserve ou y résidaient habituellement.

2. Aucune autre réserve ne sera admise.

3. Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite: l'effet de la réserve cessera le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification du retrait.

CHAPITRE V

CLAUSES FINALES

Article 25

1. La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Seizième session.

2. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Article 26

1. Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 28, paragraphe 1.

2. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

Article 27

1. Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ouseulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

d) that it will not recognize a designation made under Article 5, if all of the following conditions are met

– the law of the State making the reservation would have been the applicable law under Article 3 if there had been no valid designation made under Article 5,

– the application of the law designated under Article 5 would totally or very substantially deprive the spouse or a child of the deceased of an inheritance or family provision to which the spouse or child would have been entitled under the mandatory rules of the law of the State making this reservation.

– that spouse or child is habitually resident in or a national on that State.

2. No other reservation shall be permitted.

3. Any Contracting State may at any time withdraw a reservation which it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the month following the expiration of three months after notification of the withdrawal.

CHAPTER V

FINAL CLAUSES

Article 25

1. The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Sixteenth Session.

2. It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

Article 26

1. Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 28, paragraph 1.

2. The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

Article 27

1. If a State has two or more territorial units in which different systems of the law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all of its territorial units or only to one or more of them and may alter this declaration by submitting another declaration at any time.

2. Ces déclarations seront notifiées au depositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3. Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 28

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 25.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

a) pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, ou adhérant, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 27, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

Article 29

Après l'entrée en vigueur d'un instrument portant révision de la Convention, un Etat ne pourra devenir Partie qu'à la Convention ainsi révisée.

Article 30

1. Tout Etat Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci, ou seulement son chapitre III, par une notification adressée par écrit au depositaire.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le depositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

Article 31

Le depositaire notifiera aux Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 26:

a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions visées aux articles 25 et 26;

2. Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3. If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

Article 28

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 25.

2. Thereafter the Convention shall enter into force:

a) for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 27, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

Article 29

After the entry into force of an instrument revising this Convention a State may only become Party to the Convention as revised.

Article 30

1. A State Party to this Convention may denounce it, or only Chapter III of the Convention, by a notification in writing addressed to the depositary.

2. The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of three months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary.

Article 31

The depositary shall notify the State Members of the Hague Conference on Private International Law and the States which have acceded in accordance with Article 26 of the following

a) the signatures and ratifications, acceptance, approvals and accessions referred to in Article 25 and 26;

- b) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 28;
- c) les déclarations mentionnées à l'article 27;
- d) les réserves et le retrait des réserves prévus à l'article 24;

- e) les dénonciations visées à l'article 30.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le premier août 1989, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Seizième session.

Het Verdrag is in overeenstemming met artikel 25, eerst lid, ondertekend voor de volgende Staten:

Zwitserland	1 augustus 1989
Argentinië	24 augustus 1990
het Koninkrijk der Nederlanden	12 januari 1994

- b) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 28;
- c) the declarations referred to in Article 27;
- d) the reservations and withdrawals of reservations referred to in Article 24;
- e) the denunciations referred to in Article 30.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the first day of August 1989, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Sixteenth Session.

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag is voorzien in artikel 25, tweede lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 28, eerste lid, in werking treden op de eerste dag van de maand volgende op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens de van 3 tot en met 20 oktober 1988 te 's-Gravenhage gehouden zestiende zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 141.

Uitgegeven de *elfde* maart 1994

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

R. F. M. LUBBERS